

Elle se maintient à un niveau très élevé : l'inflation menace l'économie nationale

Ali Idir

Les prix augmentent sans cesse depuis le début de l'année en Algérie. Le taux d'inflation moyen pour les onze premiers mois de 2009 a atteint 5,7%, contre 4,3% durant la même période de l'année dernière, a indiqué, dimanche 20 décembre, l'Office national des statistiques (ONS). Ce taux est resté inchangé par rapport à celui enregistré au cours des dix premiers mois de l'année, selon l'ONS.

A l'exception des deux baisses enregistrés en janvier (-0,2 %) et en mai (-2,2%), les autres mois de 2009 ont connu des hausses dont la plus importante a été enregistrée en août (1,6 %), un mois qui a coïncidé, avec le début du Ramadhan. Cette tendance haussière s'explique par une augmentation de 8,1% des produits du groupe des biens alimentaires, avec 21,03% pour les produits agricoles frais, a précisé l'ONS.

Cette inflation affaiblit le pouvoir d'achat des Algériens, durement affecté par des hausses continues des produits de large consommation. Cette année, l'exception du Ramadan est devenue une règle pour tous les autres mois. Les prix qui ont augmenté considérablement durant le mois sacré n'ont pas baissé après l'Aïd. Ils sont restés élevés et certains ont même poursuivi ces dernières semaines leur hausse.

Mais l'inflation ne menace pas seulement le pouvoir d'achat des citoyens. Au niveau de 5,7%, elle constitue désormais une sérieuse menace pour l'économie nationale et suscite des interrogations parmi les spécialistes. « Un tel niveau d'inflation serait compréhensible dans un pays qui réalise une croissance à deux chiffres. Mais dans le cas de l'Algérie, avec moins de 5% de croissance, le niveau d'inflation est excessivement élevé. Pour une économie comme l'Algérie, elle ne devrait pas dépasser 3% au pire des cas », explique un économiste interrogé par TSA.

« Economiquement, ce niveau d'inflation signifie que l'Algérie gaspille une partie de l'argent qu'elle gagne grâce au pétrole. Si comme quelqu'un qui allume son chauffage mais laisse la fenêtre ouverte », explique-t-il. Il rappelle qu'en Algérie, de nombreux produits sont subventionnés ou ne sont pas commercialisés à leur prix réel : carburants, gaz, électricité, farine, semoule, lait... « Quel serait le niveau d'inflation si ces produits n'étaient pas subventionnés ou si l'Algérie importait ses hydrocarbures et subissaient la hausse sur les marchés ? », s'interroge-t-il.

Depuis plusieurs mois, les spécialistes tirent la sonnette d'alarme sur les dangers de l'absence d'une offre interne qui laisse l'Algérie dépendante des importations qui favorisent l'inflation. En juillet, dans le cadre de la loi de finances complémentaire (LFC), le gouvernement avait annoncé une série de mesures pour réduire les importations. Ces mesures pourraient avoir en partie provoqué cette poussée inflationniste. Les pénuries pourraient avoir favorisé la hausse de certains produits.

20/12/2009 | 20:19 |  0